Les timides débuts des start-up de l'eau douce

Alors que la question de la ressource en eau devient un sujet de préoccupation des élus et du public, des start-up innovent dans la recherche de fuites, le recyclage des eaux usées ou encore le dessalement de l'eau de mer.

(Shutterstock)

Par **Camille Wong**

Publié le 19 avr. 2023 à 07:52 | Mis à jour le 19 avr. 2023 à 10:48

Réservé à nos abonnés

C'est une ressource d'apparence abondante. Mais celle-ci se raréfie à mesure que le changement climatique gagne du terrain. Attendu depuis plusieurs mois, le « plan eau »

dévoilé fin mars par Emmanuel Macron doit tendre à préparer le territoire à la question du manque d'eau.

L'une des priorités ? Lutter contre les fuites d'eau dans les canalisations. Un créneau que plusieurs start-up ont investi récemment en France, comme Leakmited, qui commercialise depuis un an un logiciel axé sur l'intelligence artificielle capable d'identifier et prioriser les fuites d'un réseau d'eau.

Selon le dernier Observatoire Eau France, les fuites représentent près de 20 % de pertes d'eau potable dans le pays, soit la consommation annuelle de 18 millions d'habitants. Dans certaines zones, notamment semi-urbaines et rurales, le chiffre peut grimper jusqu'à 50 %. « Notre algorithme peut détecter plus de 600.000 fuites sur 300.000 km, soit un tiers du réseau français », avance Hubert Baya Toda, passé par Entrepreneur First.

Pister les fuites

L'entrepreneur fait le choix du logiciel, contrairement à d'autres start-up qui misent sur le « hardware ». C'est le cas par exemple de la pépite Acwa Robotics , récompensée au dernier CES de Las Vegas, qui développe un robot autonome destiné à inspecter les canalisations pour détecter et localiser les fuites.

« Les technologies sont intéressantes. Mais pour se développer, il faut qu'il y ait un gros opérateur sur lequel s'adosser, avec un intérêt commun », glisse Arnaud Delattre, président du fonds Starquest Capital. Et de préciser : « le fait que l'eau devienne rare va peut-être accélérer les choses de manière positive, pour que l'on se mette enfin à bouger sur ce sujet. »

En France, le secteur, régi par Veolia Suez et Saur d'un côté, et les régies municipales de l'autre, repose sur le principe de « l'eau paie l'eau ». En d'autres termes, les consommateurs assument, par leurs factures d'eau, l'essentiel des dépenses liées à la distribution, gestion de l'eau, et l'entretien du réseau.

« Il faut voir les villes comme des entreprises : les grandes peuvent investir dans l'entretien de leur réseau, mais les petites, qui ont moins d'habitants, manquent de revenus pour pister les fuites et entretenir », indique Hubert Baya Toda, qui cible justement les petites collectivités.

La moitié des réseaux en France sont des communes de moins de 500 habitants. Des marchés publics, souvent longs et difficiles à convaincre pour une start-up, raison pour laquelle Leakmited développe un modèle d'affaires situé sur la performance.

Recycler les eaux usées

Parmi les autres pistes développées par le « plan eau », l'investissement « massif » dans la réutilisation des eaux usées. En France, moins de 1 % des eaux usées sont réutilisées.

Sur ce créneau, plusieurs start-up s'attellent à recycler et traiter la ressource, comme Nereus. La start-up extrait des eaux usées de l'eau à niveau de « qualité potable » grâce à des membranes en céramique, et développe des stations d'épuration alternatives, moins gourmandes en énergie. Elle cible notamment les promoteurs immobiliers et industriels.

« Ces derniers font face au prix de l'eau qu'ils n'ont pas lors des restrictions et des sécheresses, réduisant leurs jours de production. Sans faire de miracle, nous pouvons produire sur place, en circuit fermé, de l'eau propre », avance Emmanuel Trouvé, le patron de Nereus, qui réalise environ 3,5 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Lire aussi :
Sobriété, tarifs, eaux usées… les mesures du « plan eau » d'Emmanuel Macron
Seanergy invente la cryoséparation pour dessaler l'eau de mer

Et l'entrepreneur, de préciser : « Les revenus des grands opérateurs, publics ou privés, sont couplés au volume d'eau livré dans les réseaux. Plus je livre d'eau, plus j'ai des revenus. Introduire un système qui permet à n'importe quel immeuble, par exemple, de recycler 60 % de son eau et de demander aux réseaux d'émettre seulement 40 % de ce qu'ils émettaient avant, intrinsèquement, cela leur enlève des revenus. Le modèle n'est pas situé sur l'efficience hydrique. »

Marché naissant pour les start-up

En France, les secteurs utilisant le plus l'eau restent l'énergie, l'agriculture et le domestique. L'irrigation agricole représente à elle seule 58 % de la consommation annuelle nette d'eau douce (mais 9 % des volumes prélevés d'une source), avec des pics l'été dans certaines régions. Certaines start-up, comme Telaqua développent depuis 2018

des capteurs et une application pour optimiser et surveiller l'irrigation au goutte-à-goutte des exploitants agricoles.

Lire aussi :

Telaqua lève 4 millions pour son système de gestion d'irrigation agricole
Les crises, un accélérateur pour la greentech

D'autres font des paris plus ambitieux pour augmenter l'accès à l'eau potable, avec des technologies de rupture de dessalement de l'eau de mer. Une technologie déjà développée depuis plusieurs années, mais qui ne fait pas consensus.

« Elle peut avoir un impact négatif sur l'océan, en y rejetant de la saumure, un concentré très salé. Néanmoins, si demain, nous trouvons une start-up qui prouve, que grâce à sa technologie, elle peut remplacer une solution plus traditionnelle de dessalement, cela pourrait nous intéresser », avance Olivier Raybaud, directeur de gestion de Swen Blue Ocean , un fonds de capital-risque consacré aux start-up qui préservent les océans.

Le marché de l'eau douce pour les start-up reste naissant en France, avec des levées de fonds modestes, contrairement à une autre ressource en voie de disparition, l'énergie. Selon le média britannique « Sifted », les fonds de capital-risque européens ont injecté 300 millions de dollars dans la « WaterTech » en 2022, le double, certes, de l'année précédente, mais une goutte d'eau au regard des fonds dédiés à la ClimateTech. « Il n'y a pas ou peu de rachats, ou d'IPO. Le marché peut paraître statique pour les fonds », commente Hubert Baya Toda, qui indique tout de même avoir levé moins d'un million d'euros auprès de business angels.

> Levée de fonds, décryptages, chiffres clés… Pour ne rien rater de l'actu de la French Tech et des start-up, abonnez-vous à notre newsletter > **S'inscrire**